

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mars 2003
Français
Original: anglais

**Exposé succinct du Secrétaire général
sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi
et sur l'état d'avancement de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/2003/40 du 14 février 2003, S/2003/40/Add.3 du 21 février 2003 et S/2003/40/Add.4 du 24 février 2003.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 15 mars 2003, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation au Timor oriental (voir S/11593/Add.50 et 51; S/11935/Add.15 et 16; S/1999/25/Add.17, 22, 25, 30, 33 à 36, 42 et 50; S/2000/40/Add.4, 11, 16, 20, 25, 29, 30, 34, 35, 37, 38, 40 et 46 à 48; S/2001/15/Add.4, 5, 14, 20, 31, 34, 37 et 44; et S/2002/30/Add.4, 16, 17, 19, 20, 32 et 45; voir également S/2001/15/Add.43; et S/2002/30/Add.3 et 18)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4715e séance, tenue le 10 mars 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables; il était saisi du rapport spécial du Secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (S/2003/243).

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Australie, de l'Indonésie, du Japon, du Portugal et du Timor oriental, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme convenu lors des consultations préalables du Conseil, le Président, avec l'assentiment de ce dernier, a adressé une invitation, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.



Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, tenue aux termes des annexes II.A et II.B¹ de la résolution 1353 (2001) (voir S/2001/15/Add.37; et S/2002/30/Add.10 et 32; voir également S/1998/44/Add.25; S/1999/25/Add.3, 5 et 7; S/2000/40/Add.18, 19, 30, 32, 36, 45 et 46; S/2001/15/Add.6, 11, 16, 20, 37 et 46; et S/2002/30/Add.2, 9, 10, 19, 32 et 35)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4716^e séance (privée), tenue le 10 mars 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables.

À l'issue de la séance, conformément à l'article 55 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

« Le 10 mars 2003, le Conseil de sécurité, en application des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), a tenu sa 4716^e séance à huis clos avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE).

Le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, de Legwaila Joseph Legwaila, Représentant spécial du Secrétaire général auprès de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée. »

La situation entre l'Iraq et le Koweït (voir S/21100/Add. 30 à 33, 36 à 38, 42, 43 et 47; S/22110/Add.6 à 9, 13, 14, 17, 20, 24, 25, 32, 37 et 40; S/23370/Add.8, 11, 28, 34 et 39; S/25070/Add.1, 2, 5, 21, 24 et Corr.1, 26 et 47; S/1994/20/Add.8, 39 à 41 et 45; S/1995/40/Add.14; S/1996/15/Add.11, 12, 23 et 33; S/1997/40/Add.15, 22 à 24, 36, 42, 43, 45, 48 et 51; S/1998/44/Add.2, 7, 9, 12, 19, 24, 36, 44, 47 et 50; S/1999/25/Add. 19, 39, 45, et 47 à 49; S/2000/40/Add.11, 12, 22 et 48; S/2001/15/Add.22, 26, 27 et 48; S/2002/30/Add.19, 41, 44, 47 et 48; et S/2003/40 et Add.4, 7 et 9; voir également S/23370/Add.10, 32, 35 et 47; S/2001/15/Add.40; et S/2002/30/Add.39)

Dans une lettre datée du 7 mars 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2003/283), le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, a exprimé la conviction que le Conseil gagnerait à entendre les vues de l'ensemble de la communauté internationale sur les rapports du Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, Hans Blix, et du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed ElBaradei – qui devaient être soumis au Conseil le 7 mars 2003 – ainsi que sur les nouvelles propositions récemment présentées. Il a donc demandé que le Conseil de sécurité envisage de tenir un débat ouvert pour donner au reste des Membres de

¹ Conformément à une note du Président du Conseil de sécurité datée du 27 août 2002 (S/2002/964), le libellé des points concernant une « Réunion du Conseil de sécurité avec les pays qui fournissent des contingents ... tenue aux termes de l'annexe II.A de la résolution 1353 (2001) » a été révisé comme suit : « Réunion du Conseil de sécurité avec les pays fournisseurs de contingents ... tenue aux termes des annexes II.A et II.B de la résolution 1353 (2001) ».

l'Organisation l'occasion d'exprimer leurs vues sur ces faits nouveaux concernant l'Iraq.

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4717e séance, tenue les 11 et 12 mars 2003, en réponse à cette demande. Il y a eu une suspension et une reprise de séance.

Le 11 mars, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Algérie, de l'Argentine, de l'Australie, du Bélarus, de la Bolivie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de Cuba, de l'Égypte, d'El Salvador, de la Géorgie, de la Grèce, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, de l'Islande, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Japon, du Koweït, de la Lettonie, du Liban, de la Malaisie, du Nicaragua, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique populaire lao, de la République dominicaine, de Singapour, du Soudan, de la Suisse, de la Thaïlande, de la Turquie, du Viet Nam et du Zimbabwe, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

En réponse à la demande formulée dans une lettre du Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies datée du 11 mars 2003 (S/2003/292), le Président a adressé une invitation, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à Yahya Mahmassani, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

En réponse à la demande formulée dans une lettre du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2003/298), le Président a adressé une invitation, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à Mokhtar Lamani, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La séance a été suspendue.

À la reprise de la séance, le 12 mars, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de la Bolivie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Liechtenstein, du Malawi, du Maroc, du Panama, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Pérou, du Sénégal, de la Tunisie, du Venezuela, de la Zambie et du Zimbabwe, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

La situation en Somalie (voir S/23370/Add.11, 16, 30, 34 et 48; S/25070/Add.12, 23, 38, 43 et 46; S/1994/20/Add.4, 21, 33, 38 et 43; S/1995/40/Add.13; S/1996/15/Add.3, 10 et 50; S/1997/40/Add.8, 16 et 51; S/1999/25/Add.20 et 44; S/2000/40/Add.25 et 36; S/2001/15/Add.2, 25, 42 et 44; et S/2002/30/Add.10, 12, 17, 26, 29 et 49; voir également S/23370/Add.3)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4718e séance, tenue le 12 mars 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2003/231).

Le Président a indiqué qu'à l'issue des consultations du Conseil, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (voir le document S/PRST/2003/2, à paraître dans *Documents officiels du Conseil de*

sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003).

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie (voir S/1998/44/Add.25; S/1999/25/Add.3, 5 et 7; S/2000/40/Add.18, 19, 30, 32, 36, 45 et 46; S/2001/15/Add.6, 11, 16, 20, 37 et 46; et S/2002/30/Add.2, 9, 10, 19, 32 et 35; voir également S/2001/15/Add.37; S/2002/30/Add.10 et 32)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4719e séance, tenue le 14 mars 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables; il était saisi du rapport d'activité du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2003/257).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/312), qui avait été élaboré au cours des consultations préalables tenues par le Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/312, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1466 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1466 (2003); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).
